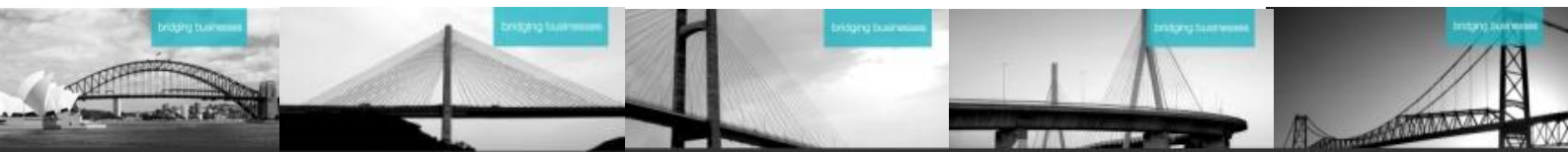


RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 décembre 2025

ASSOCIATION POUR LA GESTION DES ASSISTANTS DES SENATEURS

Association régie par la Loi du 1^{er} juillet 1901
Siège social : 15, rue de Vaugirard
75291 PARIS CEDEX 06



Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2025

Mesdames, Messieurs,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association ASSOCIATION POUR LA GESTION DES ASSISTANTS DES SENATEURS relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2025 à la date d'émission de notre rapport.

Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur le paragraphe « Règles et méthodes comptables » de l'annexe qui expose le changement de méthodes comptables relatif à l'application du nouveau plan comptable ANC n°2022-06.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport financier et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres de l'association.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par votre président.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises

individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- Il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- Il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- Il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- Il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une

incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- Il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Paris, le 2 mars 2026

Le Commissaire aux comptes

JPA



Pascal ROBERT

BILAN AU 31 DECEMBRE 2025

ACTIF	Net au 31-déc.-25	Net au 31-déc.-24	PASSIF	Net au 31-déc.-25	Net au 31-déc.-24
			Fonds propres	-	-
			Excédent ou déficit de l'exercice	-	-
			Total des fonds propres (situation nette)	-	-
			Total des fonds propres	-	-
Autres créances	3 643 846	3 997 484	Provisions pour risques		
Banques	1 139 840	874 096	Provisions pour charges		
			Dettes fiscales et sociales	4 634 016	4 793 580
			Autres dettes	149 670	78 000
	4 783 686	4 871 580		4 783 686	4 871 580

COMPTE DE RESULTAT

	2025	2024	Variation en valeur annuelle
PRODUITS D'EXPLOITATION			
Subvention d'exploitation	68 300 301	67 299 193	1 001 108
Autres produits	60 183	60 100	83
Reprise sur amortissement, dépréciations et provisions		224 292	- 224 292
Produits des cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles			
Total des produits d'exploitation	68 360 484	67 583 585	776 899
CHARGES D'EXPLOITATION			
Achats	-	-	-
Services extérieurs	-	-	-
Autres achats et Charges externes	824 397	688 667	135 730
Impôts, taxes et versements assimilés	4 416 841	4 644 617	- 227 776
Salaires et traitements	44 694 286	44 238 107	456 180
Cotisations sociales	18 424 756	18 011 751	413 005
Personnel extérieur	-	-	-
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	-	-	-
Dotations aux provisions	-	-	-
Valeurs comptables des immobilisations incorporelles et corporelles	-	-	-
Autres charges	203	443	- 240
Total des charges d'exploitation	68 360 484	67 583 585	776 899
1. Résultat d'exploitation	-	-	-
Produits financiers	-	-	-
Charges financières	-	-	-
2. Résultat financier	-	-	-
RESULTAT COURANT	-	-	-
Produits exceptionnels	-	-	-
Charges exceptionnelles	-	-	-
3. Résultat exceptionnel	-	-	-
TOTAL DES PRODUITS	68 360 484	67 583 585	776 899
TOTAL DES CHARGES	68 360 484	67 583 585	776 899
RESULTAT DE L'EXERCICE	-	-	-

Etat des créances :

	Montant brut	à 1 an au plus	à plus d'un an
Actif circulant & charges d'avance	3 643 846	3 643 846	
TOTAL	3 643 846	3 643 846	-

Etat des dettes :

	Montant brut	à 1 an au plus	à plus d'un an
Fournisseurs			
Dettes fiscal. & social.	4 634 016	4 634 016	
Autres dettes	149 670	149 670	
TOTAL	4 783 686	4 783 686	-

Tableau de variation des fonds associatifs

Libellé	Solde au début de l'exercice	Augmentation	Diminution	Solde à la fin de l'exercice
Fonds associatifs avec droit de rep.	-	-		-
Réserves				
Report à nouveau				
Résultat comptable de l'exercice	-	-	-	-
TOTAL	-	-	-	-

Engagements hors bilan**A. Evaluations des contributions volontaires en nature**

	2025	2024
Section investissement :		
Logiciel	37,20	46,07
Constructions	1 280,03	3 461,57
Installations techniques, matériels et outillages	1 467,25	317,65
Autres immobilisations corporelles	3 212,83	4 218,85
Total section	5 997,31	8 044,14
Section de fonctionnement :		
Achats de matériels, équipements et travaux (petit mobilier)	1 798,48	2 379,89
Achats non stockés de matières et fournitures (électricité)	4 558,55	5 282,45
Sous traitance générale	13 287,39	11 938,42
Crédit bail (copieurs)	-	-
Location	109 439,59	135 118,59
Maintenance	35 596,45	9 080,51
Assurance	-	-
Etudes et recherche		
Divers (formations informatiques)	95,70	295,80
Honoraires	21 125,99	927,16
Impressions	908,36	833,07
Frais de représentation	-	-
Frais postaux et de télécommunication	515,69	649,21
Rémunération du personnel titulaire et stagiaire	857 409,89	791 671,85
Rémunération du personnel contractuel et temporaire	53 964,88	
Charges de sécurité sociale et prévoyance du personnel titulaire et stagiaire	135 700,47	126 880,96
Charges de Sécurité sociale et de prévoyance Personnel contractuel et temporaire	14 317,00	
Total section	1 248 718,42	1 085 057,90
Total des mises à disposition	1 254 715,73	1 093 102,04

B. Montant des congés payés latents

Les congés payés représentent au 31 décembre 2025 un montant de 3 305 723,39 euros.

Ce montant n'est pas comptabilisé pour ne pas engendrer un décalage de résultat qui nuirait à la présentation des comptes sociaux de l'AGAS. En effet, le Sénat n'intègre pas dans sa dotation globale le montant de la provision congés payés qui amènerait un apport de trésorerie à l'AGAS non justifié au titre de ces décaissements.